



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8644^e séance

Jeudi 24 octobre 2019, à 10 heures

New York

Président : M. Mabhongo (Afrique du Sud)

Membres :

Allemagne	M. Licharz
Belgique	M ^{me} Van Vlierberge
Chine	M. Yao Shaojun
Côte d'Ivoire	M. Moriko
États-Unis d'Amérique	M. Cohen
Fédération de Russie	M. Repkin
France	M. Michon
Guinée équatoriale	M ^{me} Mele Colifa
Indonésie	M. Syihab
Koweït	M. Almunayekh
Pérou	M ^{me} Bustamante
Pologne	M. Lewicki
République dominicaine	M ^{me} Batista Díaz
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Clay

Ordre du jour

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Rapport du Secrétaire général sur la situation à Abyei (S/2019/817)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Rapport du Secrétaire général sur la situation à Abyei (S/2019/817)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Soudan et la représentante du Soudan du Sud à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes ci-après appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, et M. Parfait Onanga-Anyanga, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique.

M. Onanga-Anyanga participe à la présente séance par visioconférence depuis Addis-Abeba

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/817, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation à Abyei.

Je donne maintenant la parole à M. Lacroix.

M. Lacroix (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'occasion qui m'est offerte de mettre le Conseil de sécurité au fait des événements récents concernant la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), notamment son appui au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. Je ferai brièvement le point de la situation depuis la publication du rapport du Secrétaire général dont est saisi le Conseil (S/2019/817), et reviendrai sur les principales recommandations qu'il contient sur la voie à suivre en ce qui concerne la FISNUA et le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière.

Le partenariat continu entre le Soudan et le Soudan du Sud, en dépit du récent changement de gouvernement à Khartoum, offre une occasion exceptionnelle de faire avancer le processus politique pour ce qui est des questions relatives aux frontières. Suite aux visites réciproques du Président Salva Kiir

Mayardit et du Premier Ministre Abdalla Hamdok dans leur capitale respective au cours des deux derniers mois, Djouba accueille depuis le 14 octobre des pourparlers de paix entre les autorités soudanaises de transition et les groupes d'opposition armés. Le 21 octobre, les parties aux négociations ont signé un accord politique qui prévoit le renouvellement du cessez-le-feu. La délégation du Conseil de sécurité a également rencontré le Président Kiir et M. Riek Machar à Djouba il y a quelques jours, pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, dont le Soudan est le garant.

Sur cette lancée, nous avons constaté des avancées positives en ce qui concerne les arrangements relatifs aux frontières. Les 2 et 13 octobre, le Soudan du Sud et le Soudan ont respectivement convoqué à Djouba deux sessions ordinaires du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité. Les deux parties ont réaffirmé leur attachement à la mise en œuvre de l'Accord de coopération entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud, signé le 27 septembre 2012, ainsi que leur volonté, entre autres, de retirer immédiatement toutes leurs forces – y compris celles du Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition – de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée; de créer des couloirs de passage de la frontière; de rouvrir le couloir fluvial Kosti-Renk sur le Nil et le couloir routier Meiram-Aweil et de créer des postes de douanes et d'immigration. Le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité a également exhorté la FISNUA à accélérer l'ouverture de l'état-major de secteur à Malakal et Bouram.

De plus, du 11 au 13 octobre, le Comité technique spécial pour la zone contestée des 14 miles s'est rendu à l'état-major de secteur du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière à Gok Machar ainsi que sur sa base d'opérations à Soumaya/War Abar pour évaluer le redéploiement des forces et l'ouverture du poste frontière de Meiram-Aweil. Le Comité technique spécial de la zone des 14 miles doit tenir une autre réunion avant la prochaine réunion du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, prévue le 4 décembre à Khartoum.

Dans le même temps, ces faits positifs n'ont pas eu d'effet sur le règlement du statut final d'Abyei. Le Comité mixte de contrôle d'Abyei n'a pas tenu de réunion depuis novembre 2017. Aucun progrès n'a été réalisé dans la mise en place d'institutions de gouvernance

conjointe, y compris la police, les tribunaux et les services pénitentiaires. Le Gouvernement soudanais s'est déclaré disposé à participer à un exercice conjoint de planification en vue de la création du Service de police d'Abyei, mais le Soudan du Sud n'a pas répondu à cette initiative. Cela est d'autant plus préoccupant que la situation générale en matière de sécurité à Abyei reste fragile, avec des tensions intercommunautaires persistantes, une augmentation de la criminalité et la présence sporadique d'éléments armés dans la région. Les comités de protection de la population locale, qui servent de mécanisme de sécurité local de remplacement, continuent de souffrir d'un manque de ressources logistiques, administratives et financières.

Conformément au paragraphe 34 de la résolution 2469 (2019), le Secrétariat a effectué en août et en septembre une mission d'évaluation et une étude des capacités militaires et policières. Les objectifs généraux de ces exercices étaient d'évaluer la capacité de la FISNUA à s'acquitter de son mandat et à appuyer le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, et de proposer des recommandations concernant sa structure, ses capacités et son dispositif afin qu'elle puisse s'acquitter de toutes les tâches qui lui ont été confiées, compte tenu des conditions de sécurité actuelles et envisagées.

En ce qui concerne l'appui de la FISNUA au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, à la lumière des efforts récents déployés par le Soudan et le Soudan du Sud sur les questions de frontières, nous nous félicitons de la décision du Conseil de sécurité d'autoriser la reconduction technique d'un mois du mandat de la mission jusqu'au 15 novembre. En outre, dans sa lettre au Conseil de sécurité datée du 20 septembre (S/2019/768), le Secrétaire général a proposé de prolonger de six mois l'appui de la FISNUA au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. Ce mécanisme joue un rôle important en tant que mesure de suivi et de renforcement de la confiance entre les parties. Nous sommes prêts à tout mettre en œuvre pour permettre au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière d'atteindre sa pleine capacité opérationnelle, à condition que les deux pays respectent leur engagement à mettre en œuvre les conclusions des discussions sur la gestion des frontières.

S'agissant de la reconfiguration de la FISNUA, d'après les conclusions des études des capacités militaires et policières, la mission devrait réviser le

concept des opérations, améliorer ses capacités en matière de maintien de la paix, de renseignement et de protection des civils en réorganisant les moyens dont elle dispose, notamment en accroissant sa mobilité au moyen de vols de nuit, en renforçant ses capacités de génie et ses capacités médicales et en déployant un personnel possédant les compétences appropriées. La mise en œuvre du nouveau concept des opérations devrait prendre six mois.

Sur la base de ces recommandations, les deux options présentées au Conseil consistent, pour la première, à procéder à la réduction prévue par la résolution 2469 (2019) ou, pour la seconde, à reporter la deuxième phase de la réduction supplémentaire de 295 militaires à la fin de la saison sèche, en avril 2020. La deuxième option est la meilleure, car elle permettrait à la FISNUA de disposer d'effectifs suffisants pour s'acquitter de son mandat, compte tenu de l'évolution récente des conditions de sécurité et de la situation politique sur le terrain. Dans tous les cas, des efforts supplémentaires seront faits pour appliquer les dispositions de la résolution 2469 (2019) relatives à la police, notamment le déploiement d'au moins une unité de police constituée et de 140 policiers d'ici à janvier 2020.

La mission d'évaluation a également abouti à la conclusion qu'il était urgent de déployer des civils spécialistes des affaires politiques et civiles au quartier général de la mission, au siège du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, ainsi que dans les bureaux de liaison à Khartoum, à Djouba et à Addis-Abeba. Un petit bureau doit également être créé sous la supervision du Bureau de la liaison avec les communautés pour s'occuper en priorité des questions ayant trait à la criminalité, à la justice et à la détention. En ce qui concerne la demande du Conseil de nommer un chef adjoint civil de la FISNUA, le Soudan maintient son objection au motif que cette nomination serait contraire à l'Accord du 20 juin 2011.

Il existe actuellement une chance sans précédent de régler les questions frontalières entre le Soudan et le Soudan du Sud. Aujourd'hui plus que jamais, les deux pays ont une chance de faire durablement la paix entre eux et avec leurs oppositions armées alors qu'ils continuent d'appuyer leurs processus de paix respectifs. En faisant fond sur cette évolution positive récente de leurs relations bilatérales, les deux parties doivent reprendre immédiatement les pourparlers directs en vue de régler les questions en suspens concernant les

dispositions de leurs accords relatives au statut final d'Abyei et aux questions frontalières. Nous continuons de collaborer étroitement avec l'Union africaine, en particulier le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, à l'appui d'un processus politique entre les deux parties. Parallèlement, la FISNUA et le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière continuent de jouer un rôle clef dans la stabilisation des conditions de sécurité sur le terrain. Leur présence a un effet dissuasif, comble le vide découlant de l'absence des anciennes institutions de gouvernance et contribue à la réconciliation entre les communautés et au maintien de l'ordre.

Dans ce contexte, le Secrétaire général a recommandé de renforcer le rôle et les capacités de la FISNUA en ce qui concerne la participation aux efforts de médiation au niveau local, l'appui politique au dialogue entre les deux parties et la protection. À ce tournant du processus de transition dans les deux pays, il est crucial que le seul mécanisme international présent dans la zone frontalière soit doté du mandat, des capacités et des moyens nécessaires. Cela ferait également comprendre aux parties que l'ONU reste déterminée à maintenir la stabilité dans la zone. À cet égard, nous prions le Conseil de sécurité d'appuyer les recommandations du Secrétaire général énoncées dans le rapport dont il est saisi et de proroger le mandat de la FISNUA et son appui au Mécanisme conjoint pour une nouvelle période de six mois.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Lacroix de son exposé. Je donne maintenant la parole à M. Onanga-Anyanga.

M. Onanga-Anyanga : Monsieur le Président, je vous remercie de me donner l'occasion de présenter un exposé au Conseil de sécurité sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 2046 (2012), en ce qui concerne les questions bilatérales en suspens entre le Soudan et le Soudan du Sud ainsi que le conflit dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu.

Avant de poursuivre, je tiens à féliciter les membres du Conseil de leur récente visite dans la région. Dans les exposés que nous avons présentés au Conseil au cours de cette année, nous avons appelé l'attention du Conseil sur l'amélioration des relations entre le Soudan et le Soudan du Sud. Le changement de gouvernement au Soudan en début d'année a donné une nouvelle impulsion à cette tendance positive. Désireux d'ouvrir un nouveau chapitre dans le cadre de leurs relations et d'instaurer la paix partout au Soudan, les nouveaux

dirigeants de transition à Khartoum ont encouragé le Président Kiir à intensifier ses efforts de médiation entre le Gouvernement de Khartoum et les groupes armés soudanais. Le Président Kiir n'a pas hésité à accepter cette invitation et consacre depuis des efforts considérables à la promotion de cette noble cause.

Après la mise en place de ce nouveau partenariat, les cinq derniers mois ont été marqués par une série de visites de haut niveau entre Khartoum et Djouba. En juillet, le général Al-Burhane et son adjoint au Conseil militaire de transition, le général Mohamed Hamdan Dogolo, également connu sous le nom de Hemidti, se sont rendus à Djouba. Deux mois plus tard, le général Hemidti, cette fois en sa qualité de Président adjoint du Conseil souverain, et le nouveau Premier Ministre, Abdalla Hamdok, se sont rendus séparément au Soudan du Sud. Ils ont tous les deux rencontré les groupes armés soudanais à Djouba en sus de leurs rencontres officielles avec le Président Kiir.

En août et septembre, Djouba a accueilli des pourparlers avec et entre les mouvements armés du Darfour et des deux zones. À l'issue de ces pourparlers, les groupes armés darfouriens, à l'exception du Mouvement de libération du Soudan, dirigé par Abdul Wahid al-Nour, et du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (MPLS-N), dirigé par Malek Agar, se sont unis sous l'étendard du Front révolutionnaire soudanais. L'initiative de médiation sud-soudanaise a abouti à la signature entre les mouvements armés soudanais et le Conseil souverain, le 11 septembre, de la Déclaration de Djouba sur les mesures de confiance en prévision des négociations. Après la signature de cet accord, le général Hemidti est également entré en contact avec le Président du MPLS-N, Abdelaziz Hérou, qui a fait un geste de bonne volonté en renouvelant le cessez-le-feu unilatéral du SPLM-N pour une nouvelle période de trois mois et qui a exprimé sa volonté de participer aux négociations futures à Djouba.

Pour le moment, l'opposition soudanaise ne semble pas gênée par le fait que le Président Kiir facilite les négociations avec Khartoum. Cela étant dit, plusieurs autres pays ont exprimé la volonté d'accueillir les négociations à l'avenir, et certaines parties soudanaises ont demandé à ce que Djouba consulte d'autres pays voisins qui déploient également des efforts de médiation.

Comme convenu dans la Déclaration de Djouba, le Gouvernement soudanais a lancé des pourparlers de fond avec les mouvements armés soudanais le 14 octobre. Ces pourparlers devraient se poursuivre

jusqu'au 14 décembre. Le 21 octobre, le Conseil souverain et le Front révolutionnaire soudanais ont signé un accord initial renouvelant l'accord de cessation des hostilités et autorisant l'accès humanitaire depuis l'intérieur et l'extérieur du Soudan vers les zones contrôlées par les groupes armés. Cela représente une avancée importante, car les précédentes négociations de paix entre les parties s'étaient constamment heurtées au problème des voies d'accès humanitaire vers ces zones. Les pourparlers entre le Conseil souverain et le SPLM-N, dirigé par Abdelaziz Hélou, visant à conclure un accord similaire n'ont jusqu'à présent rien donné. Cependant, les deux parties se sont engagées à poursuivre les négociations en novembre, durant le prochain cycle des pourparlers. Le prochain cycle de négociations devrait porter, entre autres choses, sur un cessez-le-feu permanent, l'acheminement de l'aide humanitaire, l'ouverture de l'espace politique et le retour des réfugiés.

Pour illustrer une fois de plus l'implication du Soudan et du Soudan du Sud dans leurs processus de paix mutuels, la visite effectuée par le général Hemidti en septembre a également permis au Premier Vice-Président désigné du Soudan du Sud, Riek Machar, de se rendre à Djouba pour un face-à-face direct attendu depuis longtemps avec le Président Kiir. Ils se sont de nouveau rencontrés le 19 octobre, lorsque le Gouvernement soudanais a encore facilité le déplacement de M. Machar à Djouba pour rencontrer le Président Kiir et la délégation du Conseil de sécurité en visite.

La visite à Djouba du Premier Ministre Hamdok, en septembre, qui était son premier déplacement hors du Soudan depuis sa nomination, a été consacrée aux relations bilatérales. Son entretien avec le Président Kiir a porté sur les processus de paix dans les deux pays, le commerce, le pétrole, les questions frontalières et la libre circulation des personnes. En juillet, les deux parties avaient abordé des questions techniques et financières relatives au pétrole. Qui plus est, les chefs de police des deux pays se sont rencontrés en août pour examiner des possibilités de coopération et d'échange d'informations, ainsi que d'autres questions y relatives. Conformément à sa vision en faveur de la paix et de la réforme au Soudan, le Premier Ministre Hamdok a souligné qu'il voulait consacrer sa première visite à réparer les dommages causés par l'ancien régime et à rétablir les liens traditionnels entre ce qu'il considère comme un même peuple vivant dans deux États. Selon lui, il s'agissait d'un premier pas vers une solution mutuellement convenue aux questions liées aux zones frontalières contestées et à Abyei. Dans cet esprit, le Président Kiir

et le Premier Ministre Hamdok ont discuté des points de passage frontaliers et convenu que l'ouverture de six couloirs serait envisagée prochainement.

La liste des questions en suspens entre Khartoum et Djouba est longue, car la plupart des engagements pris en 2012 n'ont pas encore été honorés. L'exception est l'accord sur le pétrole, en vertu duquel le Soudan du Sud a jusqu'ici versé au Soudan environ 2,4 milliards de dollars sur les 3,02 milliards de dollars relevant de l'accord financier de transition conclu en 2012. Le 7 octobre, le Soudan du Sud a indiqué avoir l'intention de demander à Khartoum à la fin octobre une prorogation du délai de décembre 2019 pour verser le solde dû au titre de cet accord. Il convient également de signaler que les membres de la délégation conduite par le Premier Ministre Hamdok ont rencontré leurs homologues sud-soudanais des affaires étrangères, de l'intérieur, du commerce et de l'industrie, de l'énergie et de l'exploitation minière pour discuter des questions en suspens. Dans une déclaration commune, les deux Ministres des affaires étrangères ont noté que la mise en œuvre des accords nécessitait une paix durable dans les deux pays, d'où l'engagement de chaque Gouvernement à soutenir la paix dans le pays de l'autre.

Après la visite du Premier Ministre Hamdok à Djouba, j'ai le plaisir d'annoncer que le Comité conjoint de sécurité, dirigé par les chefs d'état-major des armées des deux pays, s'est réuni à Djouba les 4 et 5 octobre pour examiner un certain nombre de questions en suspens, notamment l'ouverture de nouveaux postes frontière, le redéploiement des forces depuis la zone frontalière démilitarisée et sécurisée et le déploiement complet du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. La Commission frontalière mixte se réunit également à Khartoum depuis le 13 octobre, après une interruption de plusieurs mois. Au cours de mes visites à Djouba et à Khartoum en juillet et septembre, respectivement, j'ai encouragé les autorités à s'atteler au règlement de toutes les questions en suspens définies dans l'accord de coopération dans un esprit d'ouverture et de collaboration, notamment en revitalisant les mécanismes conjoints d'application et en y participant.

Je voudrais, pour terminer, dire un mot sur le conflit dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu. Les deux régions ont été relativement calmes au cours de la période considérée, en raison notamment des changements spectaculaires survenus à Khartoum et des déclarations annonçant la cessation des hostilités par le Gouvernement et le Mouvement populaire de libération

du Soudan-Nord. Les affrontements dans les monts Nouba, dans le Kordofan méridional, se poursuivent, les forces fidèles à Abdel Aziz Al-Hilu maintenant leurs positions. Le Gouvernement est en bien meilleure posture dans l'État du Nil Bleu, l'opposition étant divisée entre les partisans d'Al-Hilu et ceux de Malik Agar, qui a récemment été élu vice-président du Front révolutionnaire soudanais.

Nous pouvons dire qu'il y a des signes encourageants de progrès dans les relations entre le Soudan et le Soudan du Sud, ce qui a une incidence positive sur les processus de paix dans les deux pays. Mon bureau continuera de suivre de près l'évolution de la situation dans les semaines et les mois à venir, en étroite collaboration avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement, l'Union africaine et les autres parties concernées.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Onanga-Anyanga de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Cohen (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Lacroix et l'Envoyé spécial Onanga-Anyanga de leurs exposés sur l'évolution récente de la situation sur le terrain à Abyei et le long de la frontière entre le Soudan du Sud et le Soudan.

Les États-Unis remercient tout particulièrement l'Éthiopie de sa contribution à la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Sans ses efforts, la relative stabilité qui prévaut à Abyei n'aurait pas été possible. Les États-Unis reconnaissent qu'Abyei est un carrefour stratégique entre le Soudan et le Soudan du Sud et que la question du statut politique d'Abyei doit être réglée afin de parvenir à une paix complète et durable dans la région. Si les changements politiques internes survenus au Soudan et au Soudan du Sud ont insufflé un certain élan au règlement des différends existants, ils n'ont malheureusement pas encore permis de résoudre la question du statut final d'Abyei.

Nous restons préoccupés par le fait que la FISNUA n'est pas autorisée à s'acquitter pleinement de son mandat. Nous appelons les deux parties à veiller à ce qu'elle puisse fonctionner comme une mission de maintien de la paix efficace et efficiente. Elle doit notamment pouvoir accorder des visas à la police des Nations Unies et nommer un adjoint civil.

Si l'insécurité reste contenue à Abyei, la situation est précaire, comme en témoignent les attaques visant le personnel de la FISNUA, l'augmentation de la criminalité et la persistance des vols de bétail et des enlèvements. Tout cela est inacceptable.

Reconnaissant le rôle vital que jouent les femmes dans l'instauration de la paix et de la sécurité, nous appuyons les efforts de la FISNUA pour encourager les comités locaux pour la paix à inclure en leur sein des femmes leaders. L'absence de celles-ci limite les perspectives de parvenir à une paix durable.

Les États-Unis se félicitent des efforts déployés par la FISNUA pour stabiliser Abyei en appuyant les communautés de paix locales, en établissant de nouveaux postes de contrôle, en réglant les conflits locaux et en désarmant la population. Nous saluons également le travail accompli par les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies pour venir en aide aux populations locales à Abyei.

Nous souscrivons à l'appel lancé par le Secrétaire général à l'Envoyé spécial Onanga-Anyanga et à l'Union africaine pour qu'ils redoubtent d'efforts afin de parvenir à un règlement des conflits politiques à Abyei. Nous avons hâte d'en savoir plus à ce sujet.

Les États-Unis demeurent attachés à la paix et à la sécurité à Abyei. L'appui à la paix dans ce pays permettra d'instaurer la stabilité à long terme au Soudan et au Soudan du Sud. **M. Michon** (France) : Je souhaite tout d'abord remercier M. Jean-Pierre Lacroix et M. Parfait Onanga-Anyanga pour leurs présentations.

Je voudrais commencer par saluer le rapprochement bilatéral entre le Soudan et le Soudan du Sud et notamment le rôle majeur joué par le Président Kiir dans le lancement des négociations de paix soudanaises la semaine dernière. Nous nous réjouissons ainsi que le Premier Ministre Hamdoui et le Président Kiir aient décidé, lors de leur rencontre à Djouba le 12 septembre dernier, de renforcer leurs relations bilatérales, notamment au sujet de leur frontière commune. La volonté du Premier Ministre soudanais de restaurer les relations entre les populations frontalières est très encourageante. Cette nouvelle donne permet d'espérer que la question d'Abyei sera enfin prise à bras le corps pour aboutir à une solution politique, négociée entre les deux Gouvernements, qui seule permettra d'éviter que ce différend ne devienne un énième conflit gelé. La tenue, le 2 octobre dernier, d'une réunion du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité va

dans cette direction et nous espérons que les deux pays poursuivront dans cette voie.

Nous incitons l'Envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique à appuyer pleinement la reprise de ce dialogue politique sur Abyei et sur la démarcation de la frontière. Nous encourageons également le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine pour le Soudan à peser de tout son poids pour convaincre les deux parties d'aller de l'avant.

Dans ce cadre encourageant, il est indispensable que les décisions du Conseil de sécurité concernant le mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) soient enfin mises en œuvre. La France encourage à cet égard les autorités soudanaises à autoriser, dans les meilleurs délais, le déploiement des contingents de police qui ont été décidés par le Conseil l'an dernier. Ces nouveaux effectifs de police doivent permettre à la FISNUA d'endiguer la criminalité, notamment sur le marché d'Amiet, et de prévenir l'escalade de tensions intercommunautaires que l'on observe et qui souvent sont liées à du vol de bétail. Il est par ailleurs important que le Soudan du Sud collabore de bonne foi à la constitution du service commun de police d'Abyei et que les deux pays réunissent le Comité mixte de contrôle.

Enfin, nous sommes favorables au renforcement de la composante civile de la mission. Nous soutenons à cet égard la recommandation du Secrétaire général de déployer une section politique au sein de la FISNUA. C'est indispensable pour permettre à la mission de soutenir activement ce dialogue entre les parties, notamment à l'échelon local, et cela permettrait à la mission de mieux prévenir les conflits locaux et de renforcer la coopération avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine. Nous demandons aussi au Soudan, dans ce même esprit, d'accepter la nomination d'un civil qui serait le chef adjoint de la mission, tel que cela a été décidé par le Conseil en mai.

Concernant le mandat plus global de la FISNUA, nous comprenons bien la logique suggérée par le Secrétariat qui consiste à donner plus de temps à la mission et aux autorités soudanaises pour mettre en œuvre la reconfiguration de la FISNUA, qui a été décidée l'an dernier, et nous sommes prêts à étudier positivement cette recommandation avec les autres membres du Conseil de sécurité.

Enfin, je voudrais, pour conclure, comme l'a fait mon collègue américain, saluer le travail des troupes

éthiopiennes, qui permettent au quotidien de stabiliser la situation à Abyei et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud.

M^{me} Van Vlierberge (Belgique) : Qu'il me soit permis tout d'abord de remercier le Secrétaire général adjoint, M. Jean-Pierre Lacroix, et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, M. Parfait Onanga-Anyanga, pour leurs présentations éclairantes.

Nous sommes conscients de l'actualité politique au Soudan et au Soudan du Sud, et la question d'Abyei ne peut en être isolée. La Belgique continue à suivre les développements de très près.

Nous adressons tous vœux de réussite aux nouvelles autorités soudanaises dans les missions essentielles qu'elles devront remplir, comme indiqué dans la Déclaration constitutionnelle du 17 août. Nous saluons les priorités définies par le Premier Ministre, Abdalla Hamdok, lors de ses interventions ici à New York durant la semaine de haut niveau.

Au Soudan du Sud, nous exhortons les parties prenantes à progresser rapidement sur les questions clefs dans la mise en œuvre du processus de paix, en particulier la mise en place des dispositifs de sécurité, le statut de Djouba, la finalisation des limites internes, et la libération complète des fonds de mise en œuvre annoncés par le Gouvernement.

Nous notons que la situation en matière de sécurité dans la zone d'Abyei demeure fragile, avec des tensions intercommunautaires, une augmentation des incidents de criminalité, et la présence des groupes armés dans la région. La pauvreté généralisée, le chômage, l'insécurité dans les zones voisines de la région d'Abyei et l'absence d'institutions fonctionnelles de gouvernance et d'état de droit ne font qu'aggraver la situation. Quelques 200 000 personnes vulnérables continuent d'avoir besoin d'aide humanitaire.

Nous partageons l'analyse du Secrétaire général, selon laquelle le maintien de la présence de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) demeure crucial. Nous prenons note des deux options proposées par le Secrétaire général dans son rapport (S/2019/817) et nous nous réjouissons d'une discussion fructueuse au sein du Conseil.

Je souhaite souligner deux points : la nécessité d'une solution politique et le rôle de FISNUA à cet égard.

La stabilité dans la région d'Abyei demeure notre objectif principal. La responsabilité principale de la

mise en œuvre des Accords de 2011 et de 2012 revient aux Gouvernements des deux pays. Mais force est de constater que seulement très peu de progrès a été fait dans la tenue des engagements convenus par les parties depuis avril dernier. Le Conseil de sécurité doit encourager les Gouvernements soudanais et sud-soudanais à continuer le dialogue et, à plus long terme, à élaborer une solution politique qui permette le règlement du statut final de la zone d'Abyei et des autres litiges frontaliers.

Comme le nom de la mission l'indique, la FISNUA a été établie comme force intérimaire de sécurité en 2011. Le Conseil doit veiller à ce que le différend entre le Soudan et le Soudan du Sud au sujet d'Abyei et de la région frontalière ne devienne pas un autre conflit gelé. Nous appelons ainsi les parties à faciliter les opérations de la mission, y compris la délivrance des visas et le renforcement de la composante civile de la mission, en vue de faciliter la redynamisation du processus politique pour pouvoir travailler à une perspective de stratégie de sortie, en temps opportun.

Il n'existe pas d'autre option que le dialogue pour résoudre la question d'Abyei. La présence de la FISNUA reste cruciale mais elle ne peut pas se substituer au rôle de l'État. Le Conseil doit veiller à ce que la mission dispose de ressources nécessaires pour contribuer à remédier aux causes du conflit et à assurer la stabilité à long terme du Soudan et du Soudan du Sud.

M^{me} Batista Díaz (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions à notre tour les intervenants qui ont pris la parole à la séance de ce jour.

Nous reconnaissons que la situation en matière de sécurité dans la zone reste généralement contenue, même si nous sommes préoccupés par les tensions intercommunautaires sporadiques, la présence d'éléments armés, et le niveau de criminalité élevé. Nous espérons que ces événements négatifs n'altéreront pas le calme relatif. Pour cela, il est indispensable que la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) conserve sa capacité de réaction rapide et poursuive son travail de protection des civils.

Il faut reprendre les réunions du Comité mixte de contrôle d'Abyei et poursuivre celles du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité. Le fait que ces institutions soient absentes de la région a une incidence sur la vie, la sécurité et le bien-être de plus de 200 000 personnes vulnérables, qui présentent des besoins humanitaires croissants, lesquels sont

aggravés par les effets des inondations qui ont touché les zones agricoles.

En ce qui concerne la reconfiguration de la FISNUA, nous voyons d'un œil favorable le renforcement de la composante Police et la proposition visant à intensifier l'appui politique, car ce sont là des facteurs qui contribueront à une diminution des taux de criminalité croissants, à une gestion efficace des relations intercommunautaires et, globalement, au maintien de la paix dans la zone.

À cet égard, nous appelons les autorités de Khartoum à accélérer le processus de délivrance de visas aux effectifs de police, afin d'accroître leur déploiement, notamment dans des zones telles que le marché commun d'Amiet, théâtre de divers incidents de troubles publics.

Un élément crucial du cadre qui régit les relations entre le Soudan et le Soudan du Sud est le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. Son utilité est indéniable pour l'accomplissement du mandat de la FISNUA s'agissant de la protection des civils et du maintien de la paix. Nous avons bon espoir que les processus politiques dans les deux pays et le rapprochement en cours entre leurs capitales donneront l'impulsion qui permettra de régler enfin les questions frontalières en suspens.

Autre élément qui revêt une importance particulière et que nous tenons à souligner : l'engagement de la FISNUA en faveur des initiatives relatives à l'égalité des genres. Nous nous félicitons de la mise en œuvre d'activités visant à sensibiliser à l'importance de la représentation des femmes dans les comités mixtes pour la paix, et de la création d'un réseau de champions de l'égalité des sexes composé de chefs traditionnels pour promouvoir la résolution 1325 (2000). Nous saluons en outre le travail accompli par la FISNUA pour se saisir de la violence sexuelle et fondée sur le genre et des droits des enfants.

Pour terminer, la présence de la FISNUA et son appui au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière ont été déterminants pour la stabilité de la région d'Abyei. Toutefois, il est impératif que le Soudan et le Soudan du Sud fassent davantage, dans un délai raisonnable, pour honorer leurs engagements, et que le Conseil continue de rechercher des moyens de rendre les opérations de la FISNUA plus efficaces.

M. Moriko (Côte d'Ivoire) : Ma délégation salue la tenue de cette séance et félicite M. Jean- Pierre

Lacroix et M. Parfait Onanga-Anyanga, respectivement Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix et Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, pour leurs exposés circonstanciés sur l'évolution de la situation à Abyei.

La Côte d'Ivoire note avec satisfaction le rapprochement entre le Soudan et le Soudan du Sud, et la volonté affichée des deux pays de renforcer leur coopération. Elle se réjouit de ce que la première visite à l'étranger du Premier Ministre soudanais, M. Abdalla Hamdok, ait été consacrée à Djouba.

Au-delà de son caractère symbolique, cette visite aura permis d'ouvrir la voie vers une paix durable, à travers des discussions sur le renforcement des relations entre les deux pays et la promotion de la coexistence pacifique entre leurs populations le long de la frontière. Ma délégation appelle de tous ses vœux à faire en sorte que cette visite soit suivie d'autres initiatives de renforcement de la confiance mutuelle.

Mon pays salue le rôle significatif du Président sud-soudanais dans les pourparlers entre le Gouvernement soudanais et les groupes armés, qui s'inscrit parfaitement dans cette dynamique de normalisation des relations entre le Soudan et le Soudan du Sud.

Toutefois, en dépit de ce développement positif et de la détermination affichée des leaders à s'engager sur la voie de la paix, ma délégation reste néanmoins préoccupée par le peu de progrès enregistré dans la mise en œuvre des Accords de 2011 et de 2012, relatifs aux arrangements administratifs et sécuritaires temporaires de la zone d'Abyei, ainsi qu'à la coopération entre les deux pays.

Mon pays est d'avis que, face à cet enlisement du processus politique, il est impératif d'engager activement les deux Gouvernements à poursuivre les discussions, sous les auspices du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union Africaine et de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, en vue du règlement des questions importantes en suspens, notamment celles relatives à la délimitation de la frontière et à la mise en place d'une administration commune à Abyei.

Si le rôle stabilisateur de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), dont les activités locales contribuent à promouvoir la réconciliation et la paix dans la zone d'Abyei et le long de la frontière, est unanimement salué par les membres du Conseil de sécurité, force est de reconnaître toutefois que d'immenses défis restent à relever dans cette région.

À cet égard, la recrudescence des activités criminelles, la présence de groupes armés et la persistance des tensions intercommunautaires demeurent une source de préoccupations pour ma délégation. Ces fragilités appellent des actions urgentes de la part des autorités des deux pays, à qui incombe la responsabilité première de protéger les civils et de garantir la sécurité des populations le long de la frontière, en liaison avec la FISNUA. Dans cette optique, elle les exhorte, entre autres, à procéder avec diligence à la mise en place du Service de police conjoint d'Abyei et à faciliter la mise en œuvre des dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité relatives notamment au déploiement des éléments de police et des unités de police constituées, afin de prévenir l'instauration d'un vide sécuritaire dans la zone.

Ma délégation voudrait rappeler la corrélation entre la paix et le développement pour insister sur la nécessité de mettre en œuvre des projets de développement et de renforcement des capacités. Il convient également d'assurer la fourniture des services sociaux de base pour les populations – toute chose qui ne pourrait se faire sans la mise en place d'institutions conjointes et fonctionnelles à Abyei.

Dans ce contexte, mon pays se réjouit de la mise en place, par les équipes de pays des Nations Unies au Soudan et au Soudan du Sud, de l'initiative de programme conjoint des Nations Unies pour Abyei, portant sur le renforcement des capacités en matière d'état de droit et de consolidation de la paix, sur l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, sur l'égalité des genres, ainsi que sur la lutte contre les violences sexuelles et fondées sur le genre. Cette initiative mérite la plus grande attention et appelle donc une mobilisation constante de la communauté internationale afin de bénéficier d'un financement adéquat.

Ma délégation est d'avis que, dans la perspective du renouvellement du mandat de la FISNUA, il importe de procéder à des ajustements prenant en compte les tendances observées sur le terrain. Cela permettra d'optimiser l'efficacité de cette force et de préserver les acquis de ses huit années de présence à Abyei. À cet égard, elle prend note des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport (S/2019/817) et réaffirme son engagement à poursuivre les discussions constructives avec toutes les parties prenantes lors des négociations à venir pour le renouvellement du mandat de la FISNUA et pour son appui au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire exhorte tous les acteurs du conflit à tirer profit de la dynamique positive observée ces derniers mois entre le Soudan et le Soudan du Sud, afin de trouver une solution durable au statut d'Abeyi.

M. Yao Shaojun (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine remercie le Secrétaire général adjoint Lacroix et l'Envoyé spécial Onanga-Anyanga.

À l'heure actuelle, la situation dans la zone d'Abeyi reste généralement stable. La situation politique au Soudan et au Soudan du Sud s'est améliorée. Les deux parties ont accru leurs échanges, renforcé leur coopération concernant Abeyi et coopèrent activement avec la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abeyi (FISNUA) dans l'exécution de son mandat. La Chine se félicite de ces avancées.

Dans son rapport (S/2019/817), le Secrétaire général note que la zone d'Abeyi est toujours confrontée à de nombreux défis et que les conditions de sécurité restent fragiles. Le règlement approprié de la question d'Abeyi est d'une importance vitale pour la stabilité du Soudan, du Soudan du Sud et de la région tout entière. Nous devons continuer à promouvoir la coopération entre les Gouvernements soudanais et sud-soudanais et à rechercher un règlement politique de la question d'Abeyi. Le Conseil de sécurité doit continuer de respecter pleinement le rôle de chef de file du Soudan et du Soudan du Sud sur la question d'Abeyi, écouter attentivement les vues des deux parties, continuer d'appuyer les organisations régionales et sous-régionales, telles que l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement, et exercer ses bons offices pour aider les pays africains à trouver des solutions africaines aux problèmes africains. Les Gouvernements soudanais et sud-soudanais doivent continuer de contribuer à la mise en place rapide d'institutions administratives, judiciaires et de sécurité publique dans la zone d'Abeyi afin d'atténuer les tensions intercommunautaires. La communauté internationale doit apporter son concours actif à cette fin.

Nous devons continuer d'aider la FISNUA à s'acquitter de son mandat. La mission a un rôle important à jouer dans le maintien de la stabilité de la zone d'Abeyi. La Chine se félicite des efforts déployés par l'Éthiopie, l'un des pays fournisseurs de contingents à la Force, prend note de la recommandation du Secrétaire général et appuie la prorogation du mandat de la FISNUA.

S'agissant de la reconfiguration de la FISNUA, le Conseil de sécurité doit écouter attentivement les vues des Gouvernements soudanais et sud-soudanais, de l'Union africaine et des pays fournisseurs de contingents. Le Secrétariat doit renforcer la communication et la coordination avec les parties prenantes, attribuer un rôle accru aux forces de maintien de la paix et avancer vers le règlement de la question d'Abeyi. La Chine est disposée à travailler avec les pays africains et la communauté internationale pour contribuer à régler la question d'Abeyi et à promouvoir la paix, la stabilité et le développement en Afrique.

M. Syihab (Indonésie) (*parle en anglais*) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de remercier le Secrétaire général adjoint Jean-Pierre Lacroix et l'Envoyé spécial Parfait Onanga-Anyanga de leurs importants exposés.

Ma déclaration d'aujourd'hui portera essentiellement sur trois questions clefs.

Premièrement, la présence de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abeyi (FISNUA) est cruciale pour la stabilité à Abeyi et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud. Caractérisée par l'augmentation de la criminalité et la présence sporadique d'éléments armés en violation de la résolution 1990 (2011), la situation en matière de sécurité à Abeyi demeure instable. Nous condamnons toutes les attaques perpétrées contre les soldats de la paix de la FISNUA.

Toutefois, aucun acte de violence intercommunautaire n'a été enregistré au cours de la période considérée. Cela en dit long sur le rôle de la FISNUA dans la promotion du dialogue, le renforcement de la confiance et le règlement des conflits locaux entre les communautés d'Abeyi. Nous attachons une grande importance au renforcement des capacités des comités de protection communautaire par la FISNUA en l'absence du Service de police d'Abeyi et à l'appui que la Force apporte aux mécanismes de justice traditionnelle. Ma délégation salue également l'appui de la Force au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, qui est un outil indispensable pour traiter les questions liées aux frontières et dissuader les éventuels auteurs de troubles.

Deuxièmement, nous devons continuer à encourager le Soudan et le Soudan du Sud à accélérer les discussions sur les questions en suspens. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord conclu

le 20 juin 2011 entre le Gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d' Abyei, en particulier la création des institutions intérimaires mixtes, ont été plutôt limités.

S'agissant du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, le Soudan et le Soudan du Sud n'ont pas été en mesure d'atteindre les objectifs fixés dans la résolution 2465 (2019), notamment le retrait intégral de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée. La dynamique en faveur d'une avancée décisive prend actuellement de l'ampleur, reposant sur l'engagement renouvelé des pays à progresser dans le règlement des questions relatives aux frontières, comme en témoigne notamment la visite du Premier Ministre Hamdok à Djouba. Ma délégation se félicite des progrès qui ont été réalisés à la suite de la réunion de la Commission frontalière mixte, il y a deux jours. Le Conseil de sécurité doit aider le Soudan et le Soudan du Sud à tirer le meilleur parti de cette dynamique pour accomplir de nouveaux progrès et appuyer l'action des initiatives régionales, notamment du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine.

Troisièmement, nous devons procéder avec prudence à la reconfiguration de la FISNUA. Elle doit tenir compte des problèmes internes d'ordre politique au Soudan et au Soudan du Sud et s'appuyer sur les relations bilatérales positives entre les deux pays. La reconfiguration de la FISNUA doit permettre à la mission de relever efficacement les défis sur le terrain et de disposer de suffisamment d'agents et de capacités. Nous convenons qu'il faut à ce stade préserver les capacités de la mission afin de se prémunir contre les éventuels auteurs de troubles, et nous exhortons les deux pays à aider pleinement la FISNUA à déployer son personnel. Ma délégation reconnaît le bien-fondé de la proposition du Secrétaire général tendant à la reconfiguration de la FISNUA pour relancer le processus politique grâce au déploiement de capacités civiles. Pour que la reconfiguration de la FISNUA soit efficace, il est important d'obtenir l'appui du Soudan et du Soudan du Sud, tout en tenant compte également des vues des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

Je voudrais terminer en félicitant l'Éthiopie de sa précieuse contribution à la FISNUA. L'Indonésie se réjouit des relations positives qu'entretiennent le Soudan et le Soudan du Sud, dans le cadre desquelles les deux pays soutiennent activement leur processus de paix respectif. Ma délégation réaffirme son appui de longue

date au Soudan et au Soudan du Sud pour trouver une solution pacifique aux questions en suspens.

M. Repkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint Jean-Pierre Lacroix et l'Envoyé spécial Parfait Onanga-Anyanga de leurs exposés sur l'état d'avancement du processus de paix entre le Soudan et le Soudan du Sud et sur les activités de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Nous prenons note de la contribution des soldats de la paix éthiopiens à l'efficacité de l'action de l'ONU.

Nous avons toujours souligné que les efforts conjoints des parties sont essentiels pour progresser vers un règlement entre le Soudan et le Soudan du Sud. Nous attendons avec intérêt de voir un travail sur la démarcation entre Khartoum et Djouba reprendre dès que possible. Il existe une base juridique internationale pour ce faire, qui se présente sous la forme des résolutions existantes du Conseil de sécurité et de l'Union africaine et de l'ensemble des accords bilatéraux conclus entre les deux pays à Addis-Abeba, en septembre 2012. Nous espérons que l'action pertinente que mène le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine avec les parties soudanaises se poursuivra.

Nous notons que l'amélioration des relations inter-soudanaises qui avait commencé à la fin de l'année dernière se poursuit. La collaboration de Khartoum avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement pour la revitalisation de l'accord de paix au Soudan du Sud a été une contribution significative au processus de paix dans le pays, tout comme l'ont été les efforts notables de médiation du Président Salva Kiir visant à relancer les négociations entre les autorités soudanaises et les différents groupes au Darfour. Il sera essentiel de faire fond sur cette dynamique positive dans les relations bilatérales en vue de régler aussi la question d'Abyei.

Nous notons qu'il y a eu une certaine amélioration dans la situation d'Abyei. Un dialogue intercommunautaire est en train de s'établir et des progrès sont enregistrés dans la création de couloirs de passage de la frontière. Nous croyons que le travail de la FISNUA est essentiel pour maintenir des relations constructives avec les communautés locales. Les mesures prises par l'ONU pour établir une coopération intercommunautaire sur les questions liées à l'application de la loi et à l'activité économique autour du marché commun d'Amiet doivent être appuyées, faute de quoi l'instauration de la confiance et la réconciliation intercommunautaire seront impossibles.

Nous croyons que le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière est partie intégrante du système de prévention des incidents entre les parties. Mettre fin à l'appui que lui apporte la FISNUA pourrait avoir un effet extrêmement négatif sur les perspectives d'un règlement intégral de la question d'Abyei. Nous savons tous très bien quels sont les facteurs qui empêchent Khartoum et Djouba d'accélérer le règlement du statut final d'Abyei et, dans les circonstances actuelles, la présence continue de la FISNUA dans la région reste urgente. À cet égard, nous appuyons la proposition du Secrétaire général (S/2019/817) de proroger de six mois le mandat de la FISNUA, notamment son appui au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. Parallèlement, nous pensons que la proposition du Secrétariat relative à la composante civile de la mission doit tenir compte de l'avis de Khartoum et de Djouba, conformément aux principes fondamentaux du maintien de la paix.

M. Licharz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint Jean-Pierre Lacroix et l'Envoyé spécial Parfait Onanga-Anyanga de leurs exposés. Comme eux, je voudrais moi aussi parler de la situation politique générale avant d'en venir à la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) et à la situation qui règne actuellement à Abyei.

L'Allemagne se félicite de l'évolution politique à Khartoum et à Djouba et entre Khartoum et Djouba, et nous félicitons ceux qui y ont contribué de façon constructive, notamment l'Union africaine et, en particulier, les populations des deux pays qui ont exprimé leur désir de changement démocratique et leur souhait de voir le cycle de conflits prendre fin.

D'une manière générale, cette évolution politique doit encore se traduire en une avancée vers une solution politique définitive pour Abyei. Malgré les deux réunions du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance dont a parlé le Secrétaire général adjoint Lacroix, il n'y a toujours ni solution politique ni mise en œuvre de la résolution 2046 (2018). C'est pourquoi nous appelons le Soudan et le Soudan du Sud à s'attacher activement à trouver une solution par eux-mêmes. La communauté internationale peut les aider, et elle les aidera, mais ne peut pas trouver cette solution à leur place.

En l'absence d'une solution politique, la FISNUA continue de jouer un rôle crucial dans la stabilisation de la zone d'Abyei. À cet égard, je voudrais réitérer

la gratitude que d'autres collègues ont exprimée à l'Éthiopie pour sa fourniture de soldats de maintien de la paix de haute qualité. Nous sommes d'accord avec la recommandation formulée par le Secrétaire général dans son rapport (voir S/2019/817) tendant à la prorogation du mandat de la FISNUA pour une nouvelle période de six mois, et notamment d'appuyer le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance. Toutefois, comme nous l'avons déjà dit ici, la mission doit être reconfigurée afin qu'elle puisse s'adapter à l'évolution de la situation sur le terrain. Il est indispensable de veiller à ce qu'elle ait la capacité nécessaire pour faire face à l'augmentation du taux de criminalité, appuyer les efforts de paix, de médiation et de dialogue au niveau local, et promouvoir l'appui à la Commission de l'Union africaine et au Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, ainsi qu'aux deux parties concernées. Pour faire face à l'augmentation du taux de criminalité et à la situation générale en matière de sécurité, je voudrais souligner la nécessité urgente de renforcer la composante police.

Nous notons avec préoccupation que les ajustements apportés au mandat par le Conseil en novembre 2018 et en mai dernier n'ont pas encore été concrétisés. Nous demandons instamment au nouveau Gouvernement soudanais de délivrer les visas sans plus de retard en particulier pour permettre à la FISNUA d'atteindre l'accroissement prescrit de l'effectif du personnel policier, et de commencer à travailler sur les 191 demandes de visa en attente, notamment celui d'un chef adjoint civil de la mission. Nous voyons aussi qu'il y a encore besoin de renforcer la composante civile de la mission en vue d'appuyer les efforts que déploient les communautés à Abyei pour parvenir à la réconciliation et créer une relation pacifique durable, notamment en appuyant les initiatives tendant à permettre une participation pleine et effective des femmes à toutes les phases du processus de paix. Comme le Secrétaire général l'a recommandé, il sera essentiel de déployer des spécialistes des affaires politiques au quartier général de la mission, ainsi que dans les bureaux de liaison à Khartoum, Djouba et Addis-Abeba. Ceci permettrait à la mission d'appuyer plus efficacement le processus politique et de renforcer les capacités de communication et de sensibilisation de la FISNUA. Le mandat de la mission doit permettre de garantir une surveillance continue et efficace des droits de l'homme, y compris la violence fondée sur le genre et les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits, y compris celles commises contre les femmes et les enfants.

Bref, l'Allemagne se félicite des progrès enregistrés dans l'ensemble du processus politique. Nous invitons et encourageons les parties à trouver une solution politique à leurs différends frontaliers. Nous continuons d'appuyer la FISNUA et son mandat, et nous appelons à assurer son adaptation en vue de relever les défis actuels.

M^{me} Mele Colifa (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Ma délégation voudrait remercier le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, M. Jean Pierre Lacroix et l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, M. Parfait Onanga-Anyanga, pour les rapports détaillés qu'ils viennent de nous présenter.

La Guinée équatoriale exprime sa reconnaissance à la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) et au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière pour leur rôle stabilisateur dans la zone d'Abyei grâce aux constants efforts de communication et de médiation déployés auprès des communautés de cette zone. Cela démontre l'engagement de la mission en faveur du bien-être de la population de la zone d'Abyei et des zones frontalières. C'est pourquoi le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière reste un outil indispensable à l'application de toute décision concernant la frontière.

Par ailleurs, nous saluons les efforts et les mesures encourageantes prises les dirigeants des deux pays, le Soudan et le Soudan du Sud, pour améliorer leurs relations et ouvrir la voie à une percée entre les deux pays, ainsi que la visite effectuée par le Président Salva Kiir à Khartoum en août dernier pour participer à la cérémonie de signature historique des déclarations politiques et constitutionnelles, laquelle a marqué le début du régime de transition au Soudan, et celle effectuée par le nouveau Premier Ministre soudanais, Abdalla Hamdok à Djouba le 12 septembre 2019 pour améliorer les relations bilatérales en ce qui concerne les frontières et le commerce et pour honorer l'engagement pris de rétablir les relations entre les peuples à la frontière, première étape vers la résolution des conflits frontaliers et des différends entre le Soudan et le Soudan du Sud. Nous demandons au Conseil de saisir cette occasion pour apporter son concours aux deux pays dans leurs efforts visant à surmonter des années de conflits et de division.

Nous sommes toutefois préoccupés par les conditions de sécurité générales à Abyei, qui restent

fragiles. On a continué de signaler des tensions intercommunautaires de faible ampleur, une augmentation de la criminalité, la présence sporadique d'éléments armés dans la région, la pauvreté généralisée, le chômage et l'absence d'unité et d'accords juridiques contraignants entre les deux parties concernant le traitement des malfaiteurs arrêtés dans la zone d'Abyei, ainsi que la non-signature par les deux parties du mémorandum d'accord sur les procédures de remise de ces malfaiteurs malgré de nombreux rappels émis depuis novembre 2016.

L'absence de progrès dans le processus politique, en raison de l'évolution récente de la situation politique au Soudan et au Soudan du Sud, en vue de conclure les négociations relatives à la frontière entre les deux pays demeure très préoccupante pour mon pays. Cela ne doit toutefois pas faire oublier l'importance du rôle stabilisateur que la FISNUA et le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière continuent à jouer le long des frontières entre ces deux pays. À cet égard, nous espérons que cette impasse sera surmontée grâce à la mise en place du gouvernement de transition à Khartoum et à sa promesse de mettre fin à tous les conflits qui perdurent au Soudan. Nous exhortons les deux parties à poursuivre leurs pourparlers pour surmonter leurs désaccords sur les zones contestées et revendiquées le long de la frontière, conformément à la résolution 2416 (2018) du Conseil de sécurité, en tenant compte du concept de « frontière souple » convenu en 2012 afin de parvenir à un accord sur la démarcation définitive de leur frontière commune.

Nous sommes convaincus que les accords de 2011 demeurent le seul moyen de parvenir à une stabilité durable dans la région d'Abyei et à la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud. Par conséquent, toutes les parties concernées doivent réaffirmer clairement leur attachement à ces accords et faire les efforts nécessaires pour prendre les mesures qui conduiront à la paix et à la stabilité dès que possible.

Pour terminer, nous voudrions féliciter tous ceux qui ont rendu possibles les progrès accomplis dans la zone d'Abyei, à savoir l'Union africaine, la FISNUA et le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière, qui ont fait preuve d'une détermination louable dans la quête de la paix et de la sécurité dans cette zone frontalière. Nous les exhortons à maintenir cet élan et l'esprit de compromis nécessaire en vue de l'application des accords signés.

Nous encourageons le gouvernement de transition de Khartoum à tenir des pourparlers avec le Soudan du Sud et avec les partenaires régionaux, continentaux et internationaux, en particulier la FISNUA, afin de relever dès que possible les défis auxquels le pays est confronté en ce qui concerne Abyei en particulier et les relations avec le Soudan du Sud en général.

M. Almunayekh (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier M. Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, et M. Parfait Onanga-Anyanga, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique, de leurs exposés très utiles.

Dans le cadre de notre débat d'aujourd'hui, je voudrais me concentrer sur trois questions : le travail de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), la coopération bilatérale souhaitée, et la voie à suivre.

En ce qui concerne l'action de la FISNUA, nous condamnons toutes les attaques contre la FISNUA et les soldats de la paix, quels qu'en soient les auteurs. Nous soulignons l'importance que revêt le plein déploiement de la FISNUA, conformément à la résolution 2469 (2019), et nous apprécions les efforts inlassables déployés par le personnel de la mission pour maintenir la paix à Abyei. Nous nous félicitons également de la prorogation technique d'il y a deux semaines, par la résolution 2492 (2019), pour permettre de définir un mandat plus clair et plus cohérent pour la FISNUA. Dans le même temps, les parties concernées – le Soudan, le Soudan du Sud et l'Éthiopie – doivent accepter ce mandat. Nous appelons également à l'adoption d'une approche progressive et réfléchie en ce qui concerne l'évolution de la mission afin de garantir la sécurité pour Abyei, ses habitants et tous les soldats de la paix qui y travaillent.

En ce qui concerne la coopération bilatérale, nous nous félicitons de l'accord conclu par le Comité technique mixte pour la démarcation de la frontière sur les différends frontaliers restants, ainsi que sur la reprise de la navigation fluviale à travers les frontières et son utilisation pour l'acheminement de l'aide humanitaire. Nous espérons que la coopération s'intensifiera jusqu'à ce que toutes les dispositions des résolutions pertinentes du Conseil soient respectées. Nous espérons également qu'Abyei sera plus qu'un simple lieu de convergence et de coexistence pour ses habitants. Nous nourrissons l'espoir que cette zone deviendra un symbole de fraternité entre les deux pays voisins, en particulier à la

lumière du rôle politique constructif joué par Khartoum et Djouba dans les processus politiques respectifs des deux pays.

S'agissant de la voie à suivre, nous savons tous que le Soudan et le Soudan du Sud traversent une phase de transition. C'est l'occasion de réaliser des progrès concrets et constructifs. La prochaine phase exigera du Conseil qu'il soit patient, qu'il tempère ses exigences et qu'il accorde une marge de manœuvre suffisante aux deux pays. Comme nous l'avons mentionné il y a plusieurs mois, cela pourrait contribuer à des progrès encore plus importants, notamment en ce qui concerne les trois institutions conjointes à Abyei. Les bons offices du Secrétaire général, par l'intermédiaire de son envoyé spécial, pourraient également être utiles.

Pour terminer, l'État du Koweït est totalement prêt à coopérer avec les deux pays voisins, le Conseil de sécurité et le Secrétariat afin de parvenir à un règlement définitif de la situation à Abyei, et de maintenir la sécurité au Soudan, au Soudan du Sud et dans toute la région.

M. Clay (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Le Soudan et le Soudan du Sud se trouvent à des moments critiques de leur transition politique. Nous espérons que les deux Gouvernements saisiront les occasions ainsi offertes pour instaurer une paix durable et globale à Abyei et dans les États du Nil-Bleu et du Kordofan méridional. Nous jugeons donc encourageants les récents pourparlers entre les Gouvernements soudanais et sud-soudanais, et espérons que cette dynamique dans les relations bilatérales se poursuivra. Le renforcement du dialogue est essentiel pour parvenir à un règlement durable de la situation à Abyei.

Nous demeurons préoccupés par le fait que les forces armées des deux camps continuent d'occuper la zone frontalière démilitarisée et sécurisée. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'engagement pris récemment par les deux Gouvernements de retirer toutes les forces de la zone et nous demandons instamment la mise en œuvre rapide de cet engagement.

Le Royaume-Uni se félicite de la première série de pourparlers de paix préliminaires entre le Gouvernement soudanais et les mouvements armés. Nous encourageons toutes les parties à reprendre les pourparlers le 21 novembre, prêtes à dialoguer de manière constructive et sans conditions préalables. Nous nous félicitons également des mesures prises par le Gouvernement soudanais pour lever les obstacles

bureaucratiques auxquels se heurtent les intervenants humanitaires. Nous espérons que cette décision sera appliquée intégralement, permettant un accès humanitaire sans entrave dans tout le Soudan, y compris à Abyei et dans les deux zones.

Dans ce contexte changeant, nous nous félicitons des progrès continus décrits dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/817) au niveau de la mission, notamment en matière de droits de l'homme et de renforcement des capacités judiciaires. Toutefois, nous sommes conscients des difficultés opérationnelles persistantes auxquelles la mission est confrontée, notamment les retards dans la délivrance des visas et des autorisations d'entrée pour les biens de la mission. Nous regrettons que le chef civil adjoint de la mission n'ait pas encore été déployé, étant donné l'importance de ce rôle dans l'appui aux progrès sur le volet politique.

Comme d'autres autour de cette table, nous félicitons le Gouvernement éthiopien pour sa contribution à la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Nous condamnons toutes les attaques perpétrées contre le personnel de la mission et réitérons nos condoléances au Gouvernement éthiopien et à la famille du soldat de la paix qui a perdu la vie le 16 juillet.

Étant donné que la situation de sécurité à Abyei demeure fragile, avec une augmentation de la criminalité et la présence sporadique d'éléments armés, nous partageons l'évaluation du Secrétaire général selon laquelle la FISNUA a toujours un rôle vital à jouer pour maintenir la stabilité. Le Conseil doit veiller à ce que la mission dispose de ressources suffisantes pour s'acquitter de ses mandats, notamment en renforçant les capacités civiles et policières. C'est essentiel pour garantir qu'Abyei et les deux zones tirent parti des possibilités de paix créées par les récents événements politiques au niveau national.

M^{me} Bustamante (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous remercions le Président d'avoir organisé la présente séance et M. Jean-Pierre Lacroix et M. Parfait Onanga-Anyanga des exposés importants qu'ils ont présentés aujourd'hui.

Nous voudrions appeler l'attention sur les gestes de rapprochement faits par les nouvelles autorités de Khartoum et leurs homologues à Djouba. Les visites réciproques effectuées par les hautes autorités des deux pays en août et en septembre sont des signes

encourageants de leur détermination à améliorer les relations bilatérales.

Nous nous félicitons de la récente réunion du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité, qui s'est tenue le 2 octobre, et nous espérons que les prochaines réunions seront l'occasion de saluer des avancées importantes, telles que le retrait des forces de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée et la création de couloirs de passage de la frontière. Nous tenons à souligner le rôle fondamental du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière dans la gestion des relations entre les deux pays. Nous reconnaissons également le rôle stabilisateur que joue la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) à Abyei et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud. Dans le même temps, nous soulignons que la responsabilité du règlement des questions en suspens concernant la frontière commune incombe au premier chef aux Gouvernements soudanais et du sud-soudanais.

Nous notons avec préoccupation que les femmes continuent d'être sous-représentées à tous les niveaux des processus décisionnels à Abyei. Dans ce contexte, nous saluons les efforts de sensibilisation déployés par la FISNUA auprès des chefs traditionnels et administratifs pour protéger les droits des femmes et promouvoir leur participation à la prise de décisions. Nous nous félicitons du programme conjoint des Nations Unies pour Abyei lancé par les équipes au Soudan et au Soudan du Sud, qui vise notamment à renforcer les capacités des institutions locales et l'état de droit, à promouvoir la consolidation de la paix et le développement, à promouvoir l'égalité des sexes et à combattre la violence sexuelle.

Nous réaffirmons qu'il est urgent de créer le Service de police d'Abyei. Nous demandons au Gouvernement sud-soudanais de poursuivre la planification conjointe de la mise en place de ce Service et au Gouvernement soudanais d'accélérer la délivrance de visas au personnel de police de la FISNUA afin que l'état de droit puisse être pleinement établi à Abyei.

Nous saluons les efforts déployés par le personnel humanitaire pour faire face à la situation humanitaire à Abyei grâce à l'aide alimentaire, aux services de santé, à l'appui aux moyens de subsistance des populations locales et au renforcement des capacités. Nous encourageons la communauté internationale à continuer de fournir les ressources nécessaires aux projets de développement et à la mise en place des services de base.

Nous sommes convaincus qu'en dépit des progrès limités en ce qui concerne la démarcation de la frontière, les Gouvernements soudanais et sud-soudanais tireront parti de l'évolution récente de la situation dans la région pour prendre des mesures concrètes en vue du règlement de la question du statut d'Abyei et de la démarcation de leur frontière commune.

Enfin, nous estimons qu'il est de la plus haute importance que le Conseil continue d'appuyer les parties. À cet égard, nous soulignons la nécessité de maintenir la FISNUA dans la zone d'Abyei, d'adapter ses mandats à la situation sur le terrain et de créer l'espace nécessaire pour une solution politique viable au conflit.

M. Lewicki (Pologne) (*parle en anglais*) : Moi aussi, je voudrais remercier le Secrétaire général adjoint Jean-Pierre Lacroix et l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Parfait Onanga-Anyanga, de leurs exposés instructifs.

La Pologne se félicite des efforts déployés récemment par les dirigeants du Soudan et du Soudan du Sud pour renforcer les relations bilatérales entre les deux pays. Nous encourageons les autorités soudanaises et sud-soudanaises à continuer de faire fond sur ce rapprochement dont nous avons été témoins ces derniers mois et à coopérer pour trouver une solution durable au statut de la zone d'Abyei.

Malgré cette évolution encourageante, nous constatons avec regret que très peu de progrès ont été accomplis en ce qui concerne la démarcation de la frontière et le processus de détermination du statut final d'Abyei, notamment pour ce qui est de la création d'institutions conjointes dans la zone d'Abyei.

Nous craignons que l'absence d'une véritable coopération entre le Soudan et le Soudan du Sud ne perpétue le vide administratif qui existe à Abyei. La situation en matière de sécurité dans la zone reste précaire et la criminalité est en hausse. L'absence d'autorités officielles efficaces à Abyei entraîne des lacunes en matière d'application de la loi et une absence de bonne gouvernance et de l'état de droit. La pauvreté et le chômage généralisés, ainsi que l'absence de services sociaux de base, ne font qu'exacerber l'instabilité.

Dans ce contexte, je tiens à saluer le rôle de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Mon pays reste convaincu que la situation relativement stable en matière de sécurité à Abyei peut être attribuée dans une large mesure aux efforts de la mission et aux sacrifices consentis quotidiennement par

son personnel sur le terrain. Nous pensons toutefois que la présence de la FISNUA ne saurait se substituer au rôle de l'État.

Nous restons convaincus que chaque mission de maintien de la paix doit s'adapter à l'évolution des réalités sur le terrain. Cela s'applique également à la FISNUA, qui doit être en mesure d'adapter ses tâches à la situation actuelle à Abyei. L'an dernier, nous avons voté pour le nouveau mandat de la FISNUA, qui a renforcé la composante police et les effectifs civils de la mission. Aujourd'hui, nous constatons avec regret que l'augmentation des effectifs de police n'a pas encore été mise en œuvre et que le chef civil adjoint de la mission n'a pas encore été nommé. Nous appelons les autorités soudanaises à faciliter la réorganisation de la mission. Nous appuyons le renouvellement du mandat de la FISNUA pour une période supplémentaire de six mois et nous restons favorables au renforcement de son dispositif politique et de sa capacité d'appuyer le processus politique dans la zone d'Abyei.

Je tiens à souligner que la responsabilité principale de la mise en œuvre de l'Accord de 2011 conclu entre le Gouvernement soudanais et le Gouvernement du Sud-Soudan sur la sécurité des frontières et le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité et de l'Accord de 2012 sur les dispositions de sécurité incombe aux Gouvernements soudanais et sud-soudanais. La Pologne estime que le Conseil de sécurité doit continuer à faire preuve d'unité pour ce qui est de son message et encourager les deux Gouvernements à rendre, au plus vite, les mécanismes conjoints pleinement opérationnels, à normaliser les arrangements relatifs à la frontière et – dans une perspective à long terme – à élaborer une solution politique qui permettra d'instaurer une paix durable à Abyei. Le Soudan et le Soudan du Sud ne peuvent résoudre la question d'Abyei que par le dialogue, notamment le dialogue et la réconciliation intercommunautaires et par un processus politique sincère et inclusif associant les femmes et les jeunes.

Enfin, qu'il me soit permis d'appeler l'attention du Conseil sur mon collègue, le Coordonnateur politique de la Pologne, qui est assis derrière moi. Comme chacun le sait, les travaux du Conseil reposent dans une large mesure sur les épaules du coordonnateur. C'est le dernier jour de Kamil Krzysztof Mielus à la Mission à New York – du moins pour le moment. J'espère que les membres du Conseil partagent ma conviction que Kamil a grandement contribué aux travaux du Conseil.

Je voudrais donc féliciter publiquement Kamil pour son travail et son engagement au quotidien. Je le remercie.

Le Président (*parle en anglais*) : Je félicite le représentant de la Pologne, M. Mielus, et lui souhaite plein succès dans ses futures fonctions.

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Afrique du Sud.

Nous voudrions nous associer aux orateurs qui ont pris la parole avant nous pour remercier les intervenants, M. Lacroix et M. Onanga-Anyanga, de leurs observations éclairantes. Nous nous félicitons également du rapport du Secrétaire général (S/2019/817) et de l'appui continu apporté aux activités de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). L'Afrique du Sud prend note et se félicite de l'évolution de la situation politique tant au Soudan qu'au Soudan du Sud, notamment les faits nouveaux décrits dans le rapport du Secrétaire général. Je n'aborderai que deux points : la situation politique et les faits nouveaux relatifs à la FISNUA.

En ce qui concerne la situation politique, l'Afrique du Sud se félicite des progrès réalisés par le Soudan et le Soudan du Sud dans l'amélioration de leurs relations. L'appui mutuel que les deux pays apportent à leurs processus de paix respectifs témoigne de la voie sur laquelle ils se sont engagés. Nous espérons que ces pays maintiendront la dynamique vers la réalisation de la paix, de la stabilité et du développement économique.

Nous saluons les efforts entrepris par le Soudan du Sud la semaine dernière en accueillant des pourparlers de paix entre le Gouvernement soudanais et des groupes armés. Ce rapprochement qui se poursuit entre les deux pays est fondamental pour rétablir la confiance mutuelle et régler toutes les questions en suspens. Nous exhortons les deux pays à redoubler d'efforts pour mobiliser la détermination nécessaire et appliquer toutes les dispositions de l'Accord du 20 juin 2011, en particulier pour ce qui a trait au statut final d'Abyei.

En ce qui concerne les événements relatifs à la FISNUA, l'Afrique du Sud salue la décision du Conseil de sécurité de renouveler l'appui que fournit la FISNUA au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud en vertu de la résolution 2492 (2019).

Ma délégation apprécie à sa juste valeur et sait combien est important le rôle stabilisateur que la FISNUA et le Mécanisme conjoint de vérification et de

surveillance de la frontière en particulier continuent de jouer le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud. Nous reconnaissons l'importance critique et stratégique de la zone d'Abyei pour les deux pays, et nous sommes conscients qu'elle pourrait devenir un facteur déstabilisateur si elle n'est pas étroitement surveillée.

Nous encourageons donc le Soudan et le Soudan du Sud à reprendre les pourparlers pour mettre en œuvre les accords qu'ils ont conclus au sujet des questions liées aux frontières et à s'efforcer d'adhérer aux critères préalablement fixés par le Conseil de sécurité. L'Afrique du Sud appuie également la convocation d'une réunion du Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité en octobre 2019, grâce à la coordination du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine.

Pour terminer, l'Afrique du Sud prend note de la recommandation formulée par le Secrétaire général dans son rapport soumis au Conseil de sécurité en date du 15 octobre 2019.

Alors que le Conseil rentre de Djouba, nous espérons que les deux parties resteront fermement engagées en faveur de la paix et de la sécurité. De même, l'appui continu du Conseil à la FISNUA reste essentiel.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant du Soudan.

M. Ahmed (Soudan) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier M. Lacroix et M. Onanga-Anyanga de leurs exposés détaillés. Je remercie également le Secrétaire général de son rapport (S/2019/817).

Je saisis cette occasion pour réitérer la ferme détermination de mon pays à coopérer avec la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), afin qu'elle puisse s'acquitter de son mandat en application de la résolution 1990 (2011) et des résolutions ultérieures et remplir ses fonctions d'une manière qui contribue à renforcer la sécurité et la stabilité à Abyei et le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud.

Je tiens à souligner une fois de plus que l'Accord du 20 juin 2011, qui porte sur les arrangements provisoires concernant l'administration et la sécurité dans la zone d'Abyei, constitue la base d'un règlement global de la question du statut final d'Abyei. Il stipule qu'aucun changement ne sera apporté aux dispositions convenues

sans l'approbation des trois parties signataires : le Gouvernement soudanais, le Gouvernement de la République du Soudan du Sud et la République fédérale démocratique d'Éthiopie.

La FISNUA est par nature une force de sécurité. Elle a été déployée pour s'acquitter de fonctions spécifiques à titre provisoire, comme convenu par toutes les parties et approuvé par le Conseil, en tenant compte du fait qu'Abyei fait partie du territoire soudanais et que le Soudan y exerce sa pleine souveraineté, conformément à l'Accord de paix global de 2005.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour examiner la situation à Abyei à la lumière des récents changements importants qui se sont produits au Soudan, suivis d'une évolution profonde des relations entre le Soudan et le Soudan du Sud, en particulier dans le contexte de la médiation exercée par le Soudan entre les parties au conflit au Soudan du Sud et sachant que le Soudan a accueilli les négociations qui ont mené à la signature de l'accord de paix. Des négociations parrainées et organisées par le Gouvernement de la République du Soudan du Sud ont débuté récemment entre les parties soudanaises en vue d'instaurer la paix au Soudan. Ce cycle de pourparlers a produit des résultats importants et positifs qui ont renforcé les chances de parvenir à une paix juste, globale et durable.

Les efforts des deux pays – le Soudan et le Soudan du Sud – pour se venir mutuellement en aide aux fins de la paix et de la stabilité doivent être appuyés. Ils sont dans l'intérêt de ces deux peuples fraternels et mèneront au renforcement de la coopération entre les deux pays, ce qui pourrait constituer une base solide pour le règlement de la question d'Abyei grâce à l'application des accords antérieurs.

Plusieurs réunions ont été organisées récemment durant lesquelles des commissions et des organes conjoints créés par le Soudan et le Soudan du Sud ont abordé les questions en suspens concernant Abyei. À Djouba, le Mécanisme conjoint pour les questions politiques et la sécurité s'est réuni en début de mois et a examiné les mesures mises en œuvre pour créer des mécanismes administratifs conjoints et évacuer les deux forces de la zone frontalière démilitarisée et sécurisée, ainsi que pour mener à terme l'ouverture des points de passage de la frontière.

Les deux parties ont réaffirmé leur attachement à l'Accord du 27 septembre 2012 sur les dispositions de sécurité et à la réouverture immédiate du point de

passage entre Kosti et Renk. Le Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière a également organisé une réunion et publié une description détaillée des zones frontalières définies par les deux pays, et il a décidé de se réunir de nouveau pour achever son travail sur les zones contestées et revendiquées.

Je réaffirme qu'il importe que le Conseil de sécurité prenne en compte ces événements importants lorsqu'il prorogera le mandat de la FISNUA le mois prochain. Il importe également que le prochain mandat appuie les évolutions positives entre les deux pays, en vue du règlement de la question du statut définitif d'Abyei, sans prendre aucune mesure qui pourrait compromettre ces évolutions et les efforts sur le terrain.

Pour terminer, je tiens à souligner la détermination du Gouvernement soudanais à coopérer avec le Gouvernement de la République du Soudan du Sud et tous les partenaires pour parvenir à une solution durable et globale qui permette de rétablir la sécurité et la stabilité à Abyei et dans la région, tout en donnant à la population d'Abyei la possibilité de vivre la vie décente qu'elle mérite. Nous sommes par ailleurs tout à fait prêts et disposés à accepter toute initiative visant la réalisation de notre principal objectif : régler la question du statut définitif d'Abyei. Je tiens à remercier toutes celles et tous ceux qui ont contribué à faciliter la tâche de la FISNUA, en particulier la République fédérale démocratique d'Éthiopie, la Commission de l'Union africaine et l'ONU.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Soudan du Sud.

M^{me} Adeng (Soudan du Sud) (*parle en anglais*) : Nous tenons à vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre. Notre délégation est prête à coopérer et à travailler avec vous durant votre mandat. Nous tenons également à saluer la présence du Secrétaire général adjoint aux opérations de paix et la participation de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Corne de l'Afrique.

Nous souhaitons également bon retour aux membres du Conseil après leur récente visite sur le terrain. Cette visite au Soudan du Sud montre qu'ils appuient le peuple sud-soudanais et l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, que mon gouvernement est déterminé à mettre pleinement en œuvre.

Au nom du Gouvernement de la République du Soudan du Sud, nous accueillons avec satisfaction l'exposé, ainsi que les recommandations faites par le Secrétaire général sur la situation à Abyei. Nous demandons instamment que la présence de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) soit étendue au-delà des zones d'opérations actuelles à Abyei pour permettre aux populations civiles de rentrer chez elles. Cet objectif ne sera pas atteint si l'effectif militaire maximal diminue.

Nous espérons que le nouveau Gouvernement soudanais, qui s'est déclaré déterminé à régler toutes les questions en suspens liées à l'Accord de paix global de 2005, collaborera avec mon gouvernement pour déterminer le statut final d'Abyei. Nous nous félicitons également de l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de la nomination d'un chef adjoint civil de la mission, qui permettrait de renforcer les efforts menés par les chefs locaux et la population d'Abyei pour promouvoir la réconciliation et le développement.

Mon gouvernement souhaite appeler l'attention du Conseil sur le fait que l'article 34 des deux accords sur le statut des forces signés par l'ONU – avec le Soudan le 1^{er} octobre 2012 et avec le Soudan du Sud le 12 novembre 2012, respectivement – dispose que les

visas peuvent être délivrés soit par le Soudan du Sud soit par le Soudan. Mon gouvernement est prêt à faciliter et à délivrer des visas d'entrée à ceux qui doivent se rendre à Abyei.

Nous voudrions par ailleurs saluer les efforts inlassables déployés par le Gouvernement éthiopien, l'ONU, le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et le Soudan dans le cadre de leur collaboration féconde pour appuyer la FISNUA et les mandats du Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière. Nous assurons le Conseil que notre gouvernement et le Gouvernement soudanais participent pleinement à l'exécution de ce mandat. Pour notre gouvernement, Abyei est une priorité et nous apprécions à leur juste valeur les efforts et les contributions des communautés régionales et internationales. Nous sommes fermement convaincus que l'appui continu à la FISNUA et au Mécanisme conjoint permettra de progresser davantage dans la réalisation des objectifs fixés.

Je voudrais terminer en réaffirmant que le Gouvernement sud-soudanais est déterminé à collaborer étroitement avec le Conseil de sécurité pour s'acquitter de ce mandat.

La séance est levée à 11 h 30.